

## Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2013





**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dette financière de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -12,82 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2013 s'élève à -12,82 Md € contre -12,54 Md € à fin janvier 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une diminution des dépenses (-1,15 Md €) mais également par une

baisse des recettes du budget général (-1,88 Md €). En effet, l'Etat avait encaissé en janvier 2012, une redevance d'usage des fréquences radioélectriques (bande 800 MHz en France métropolitaine) pour un montant de 1,47 Md € au titre du budget général.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 25,81 Md €

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,10 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 5,09 Md € dont 2,48 Md € au titre du programme « Equipement des forces » et 2,21 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 3,36 Md € dont 2,92 Md € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Ancien combattants, mémoire et liens avec la nation** : 2,02 Md € dont 1,99 Md € consacré au programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » ;

✓ Mission **Engagements Financiers de l'Etat** : 1,96 Md € dont 1,84 Md € dédié au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat) ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,42 Md € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,74 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,68 Md €.

Les dépenses nettes à fin janvier 2013 s'élèvent à 25,81 Md € contre 26,96 Md € à fin janvier 2012 à périmètre constant. La baisse des dépenses concerne surtout les dépenses d'intervention (-0,82 Md €) mais n'est pas significative à ce stade de l'année.

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 15,59 Md €

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*) :

TVA : 14,41 Md € ;

Impôt sur le revenu : 3,84 Md € ;

Enregistrement, timbre, autre contributions et taxes indirectes : 1,37 Md € (dont 0,60 Md € de mutations à titre gratuit par décès) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,51 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -2,82 Md €.

## Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 21,60 Md €

Elles s'élevaient à 21,81 Md € à périmètre constant à fin janvier 2012. Cette légère baisse est essentiellement due à l'augmentation des remboursements et dégrèvements (4,31 Md € contre 3,40 Md € en 2012) et ce, malgré la hausse des

recettes fiscales brutes (+0,71 Md €). On constate pour ce premier mois de l'année, des encaissements d'impôt sur le revenu, supérieurs de 0,66 Md € à janvier 2012 à périmètre constant (3,84 Md € contre 3,18 Md € en 2012).



### Recettes non fiscales : 0,24 Md €

Les recettes non fiscales à fin janvier 2013 s'élèvent à 0,24 Md € contre 1,57 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par l'absence cette année de la recette exceptionnelle

relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (-1,47 Md €).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -6,33 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -6,33 Md € à fin janvier 2013 contre -5,91 Md € à fin janvier 2012. Les prélèvements au profit des

collectivités territoriales ont diminué de 0,93 Md € par rapport à l'an passé alors que ceux au profit de l'Union européenne ont augmenté de 1,35 Md €.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -2,59 Md €

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,24 Md € et des recettes pour 2,54 Md €. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses d'un

montant de 1,97 Md € relatif principalement aux paiements des intérêts des BTAN et des recettes pour 2,01 Md € correspondant essentiellement à l'abondement du budget général.

Au 31 janvier 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -2,59 Md € contre -3,05 Md € en janvier 2012. Cet écart s'explique en partie par l'amélioration du solde du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+0,29 Md €). L'amélioration du solde du CAS « Pensions » (+1,10 Md €) compense en partie, la baisse du solde du compte « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » (-1,19 Md €).

### Dette financière de l'Etat au 31 janvier : 1 388,71 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 15,24 Md €). Les montants des BTAN et des BTF

ont respectivement diminué de 17,66 Md € et de 0,94 Md € au cours du mois de janvier.





	Janvier	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	2013	2013	2012 retraité 2012 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 817	-12 817	-12 543	-12 529	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	25 812	25 812	26 960	26 935	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	15 586	15 586	17 468	17 457	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	3 838	3 838	3 183	3 183	
- IS	376	376	549	326	
- TVA	14 410	14 410	15 078	15 078	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 591	-2 591	-3 051	-3 051	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	94 140	94 140			18
Dettes financières de l'Etat	1 388 711	1 388 711			19



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	991	991	997	997
Dépenses de personnel	10 710	10 710	10 185	10 220
Dépenses de fonctionnement	5 209	5 209	5 976	5 907
Charges de la dette de l'Etat	1 841	1 841	2 461	2 461
Dépenses d'investissement	1 640	1 640	1 130	1 129
Dépenses d'intervention	5 344	5 344	6 166	6 176
Dépenses d'opérations financières	77	77	45	45
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>25 812</b>	<b>25 812</b>	<b>26 960</b>	<b>26 935</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	21 600	21 600	21 806	21 753
Recettes non fiscales	236	236	1 569	1 611
Prélèvements sur recettes	-6 327	-6 327	-5 911	-5 911
Fonds de concours	78	78	4	4
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>15 586</b>	<b>15 586</b>	<b>17 468</b>	<b>17 457</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>21 913</b>	<b>21 913</b>	<b>23 379</b>	<b>23 368</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-10 226</b>	<b>-10 226</b>	<b>-9 492</b>	<b>-9 478</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 187	2 187	2 081	2 081
Solde des comptes de concours financiers	-4 820	-4 820	-5 161	-5 161
Solde des comptes de commerce	45	45	32	32
Solde des comptes d'opérations monétaires	-4	-4	-3	-3
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)</b>	<b>-2 591</b>	<b>-2 591</b>	<b>-3 051</b>	<b>-3 051</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)</b>	<b>-12 817</b>	<b>-12 817</b>	<b>-12 543</b>	<b>-12 529</b>





	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 710</b>	<b>10 710</b>	<b>10 185</b>	<b>10 220</b>
Rémunérations d'activité	5 770	5 770	5 499	5 513
Cotisations et contributions sociales	4 866	4 866	4 627	4 651
Prestations sociales et allocations diverses	74	74	59	56
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>15 102</b>	<b>15 102</b>	<b>16 775</b>	<b>16 715</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>997</b>	<b>997</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5 209</b>	<b>5 209</b>	<b>5 976</b>	<b>5 907</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 634	1 634	1 203	1 186
Subventions pour charges de service public	3 575	3 575	4 773	4 721
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 841</b>	<b>1 841</b>	<b>2 461</b>	<b>2 461</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 841	1 841	2 461	2 461
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 640</b>	<b>1 640</b>	<b>1 130</b>	<b>1 129</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 334	1 334	965	964
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	306	306	165	165
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 344</b>	<b>5 344</b>	<b>6 166</b>	<b>6 176</b>
Transferts aux ménages	2 500	2 500	2 708	2 708
Transferts aux entreprises	272	272	367	381
Transferts aux collectivités territoriales	355	355	232	235
Transferts aux autres collectivités	2 216	2 216	2 859	2 852
Appels en garantie	0	0	0	0
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>77</b>	<b>77</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
Prêts et avances	2	2	6	6
Dotations en fonds propres	6	6	1	1
Dépenses de participations financières	68	68	38	38
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>25 812</b>	<b>25 812</b>	<b>26 960</b>	<b>26 935</b>



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2013		Cumul à fin janvier 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>544</b>	<b>152</b>	<b>544</b>	<b>152</b>	<b>159</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	93	55	93	55	53
Diplomatie culturelle et d'influence	431	78	431	78	76
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	19	19	19	18
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	12
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>217</b>	<b>176</b>	<b>217</b>	<b>176</b>	<b>157</b>
Administration territoriale	132	123	132	123	118
Vie politique, culturelle et associative	45	7	45	7	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	39	45	39	45	39
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)</b>	<b>412</b>	<b>412</b>	<b>412</b>	<b>412</b>	<b>586</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	162	165	162	165	342
Forêt	152	152	152	152	149
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	43	42	43	42	40
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	55	54	55	54	55
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>440</b>	<b>476</b>	<b>440</b>	<b>476</b>	<b>465</b>
Aide économique et financière au développement	36	70	36	70	38
Solidarité à l'égard des pays en développement	404	406	404	406	427
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>2 033</b>	<b>2 015</b>	<b>2 033</b>	<b>2 015</b>	<b>2 073</b>
Liens entre la Nation et son armée	7	7	7	7	7
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 007	1 993	2 007	1 993	2 066
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	19	15	19	15	0
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>83</b>	<b>80</b>	<b>83</b>	<b>80</b>	<b>37</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	26	26	26	26	23
Conseil économique, social et environnemental	39	39	39	39	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	16	18	16	14
<b>CULTURE</b>	<b>101</b>	<b>86</b>	<b>101</b>	<b>86</b>	<b>104</b>
Patrimoines	2	28	2	28	7
Création	29	2	29	2	31
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	69	56	69	56	66
<b>DEFENSE</b>	<b>3 187</b>	<b>5 092</b>	<b>3 187</b>	<b>5 092</b>	<b>3 751</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	78	148	78	148	154
Préparation et emploi des forces	2 084	2 209	2 084	2 209	1 583
Soutien de la politique de la défense	175	258	175	258	113
Equipped des forces	849	2 477	849	2 477	1 901
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>45</b>	<b>33</b>	<b>45</b>	<b>33</b>	<b>41</b>
Coordination du travail gouvernemental	17	17	17	17	19
Protection des droits et libertés	8	7	8	7	5
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	20	9	20	9	17
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>2 332</b>	<b>535</b>	<b>2 332</b>	<b>535</b>	<b>501</b>
Infrastructures et services de transports	1 305	39	1 305	39	49
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	-20	1	-20	1	8
Météorologie	159	53	159	53	51
Paysages, eau et biodiversité (3)	47	16	47	16	2
Information géographique et cartographique	70	23	70	23	23
Prévention des risques	5	4	5	4	4
Energie, climat et après-mines	373	0	373	0	1
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	394	399	394	399	363



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2013		Cumul à fin janvier 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>60</b>	<b>53</b>	<b>60</b>	<b>53</b>	<b>80</b>
Développement des entreprises et du tourisme (3)	43	39	43	39	32
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	6	4	6	4	34
Stratégie économique et fiscale	11	11	11	11	14
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)</b>	<b>147</b>	<b>63</b>	<b>147</b>	<b>63</b>	<b>24</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	125	21	125	21	23
Aide à l'accès au logement	0	0	0	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	-1	42	-1	42	1
Politique de la ville (3)	22	0	22	0	0
Conduite et pilotages des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 957</b>	<b>1 957</b>	<b>1 957</b>	<b>1 957</b>	<b>2 511</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 841	1 841	1 841	1 841	2 461
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	116	116	116	116	50
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	0	0	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 304</b>	<b>5 101</b>	<b>5 304</b>	<b>5 101</b>	<b>5 136</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 579	1 578	1 579	1 578	1 529
Enseignement scolaire public du second degré	2 556	2 554	2 556	2 554	2 493
Vie de l'élève	493	427	493	427	353
Enseignement privé du premier et du second degrés	416	344	416	344	517
Soutien de la politique de l'éducation nationale	183	129	183	129	179
Enseignement technique agricole	76	69	76	69	65
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>1 065</b>	<b>931</b>	<b>1 065</b>	<b>931</b>	<b>927</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	850	762	850	762	734
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	10	9	10	9	11
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	65	54	65	54	53
Facilitation et sécurisation des échanges	139	105	139	105	126
Entretien des bâtiments de l'Etat	2	0	2	0	1
Fonction publique	0	0	0	0	2
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>34</b>	<b>1</b>	<b>34</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
Immigration et asile	34	1	34	1	3
Intégration et accès à la nationalité française	0	0	0	0	1
<b>JUSTICE</b>	<b>582</b>	<b>544</b>	<b>582</b>	<b>544</b>	<b>432</b>
Justice judiciaire	248	227	248	227	177
Administration pénitentiaire	226	237	226	237	181
Protection judiciaire de la jeunesse	60	44	60	44	61
Accès au droit et à la justice	26	14	26	14	3
Conduite et pilotage de la politique de la justice	22	22	22	22	10
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Presse	0	0	0	0	0
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	0
Action audiovisuelle extérieure	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2013		Cumul à fin janvier 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>29</b>	<b>46</b>	<b>29</b>	<b>46</b>	<b>15</b>
Emploi outre-mer	29	19	29	19	11
Conditions de vie outre-mer	0	27	0	27	4
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	1	0	1	2
Interventions territoriales de l'Etat	0	0	0	0	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>997</b>
Présidence de la République	103	103	103	103	109
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	323
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>10 450</b>	<b>3 364</b>	<b>10 450</b>	<b>3 364</b>	<b>5 375</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	2 985	2 916	2 985	2 916	2 733
Vie étudiante	541	195	541	195	213
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3 514	88	3 514	88	1 303
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 272	61	1 272	61	310
Recherche spatiale	1 348	0	1 348	0	737
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	709	43	709	43	39
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	55	35	55	35	25
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	27	26	27	26	15
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>4 243</b>	<b>1 385</b>	<b>4 243</b>	<b>1 385</b>	<b>1 319</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 147	946	3 147	946	916
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	724	66	724	66	67
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	372	372	372	372	336
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>29</b>	<b>30</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	-1	22	-1	22	21
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	2	7	2	7	9
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>4 916</b>	<b>4 311</b>	<b>4 916</b>	<b>4 311</b>	<b>3 395</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	4 494	4 168	4 494	4 168	3 279
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	422	143	422	143	116
<b>SANTE</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	10	11	10	11	10
Protection maladie	0	0	0	0	0
<b>SECURITE</b>	<b>1 453</b>	<b>1 417</b>	<b>1 453</b>	<b>1 417</b>	<b>1 362</b>
Police nationale	753	736	753	736	707
Gendarmerie nationale	699	681	699	681	648
Sécurité et éducation routières (3)	0	0	0	0	7



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2013		Cumul à fin janvier 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>20</b>	<b>27</b>	<b>20</b>	<b>27</b>	<b>10</b>
Intervention des services opérationnels	19	24	19	24	9
Coordination des moyens de secours	1	4	1	4	1
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>10 715</b>	<b>255</b>	<b>10 715</b>	<b>255</b>	<b>502</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	347	0	347	0	202
Actions en faveur des familles vulnérables	0	0	0	0	1
Handicap et dépendance	10 177	212	10 177	212	218
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	191	44	191	44	81
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>125</b>	<b>66</b>	<b>125</b>	<b>66</b>	<b>58</b>
Sport	105	46	105	46	58
Jeunesse et vie associative	20	20	20	20	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 959</b>	<b>513</b>	<b>1 959</b>	<b>513</b>	<b>292</b>
Accès et retour à l'emploi	1 829	412	1 829	412	219
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	68	46	68	46	14
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	62	55	62	55	59
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>53 455</b>	<b>30 123</b>	<b>53 455</b>	<b>30 123</b>	<b>30 355</b>

(1) Programme créé en 2013

(2) Programme supprimé en 2013

(3) Changement de libellé en 2013

(4) Changement de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>3 838</b>	<b>3 838</b>	<b>3 185</b>	<b>3 185</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>140</b>	<b>140</b>	<b>124</b>	<b>347</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>869</b>	<b>869</b>	<b>959</b>	<b>736</b>
Impôt sur les sociétés	869	869	959	736
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	0	0	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 002</b>	<b>1 002</b>	<b>996</b>	<b>996</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	50	50	43	43
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	857	857	854	854
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	42	42	28	28
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	5	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	2	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	3	1	1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	9	12	12
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	28	28	29	29
Recettes diverses	5	5	13	13
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>791</b>	<b>791</b>	<b>870</b>	<b>871</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>17 901</b>	<b>17 901</b>	<b>17 893</b>	<b>17 893</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 370</b>	<b>1 370</b>	<b>1 174</b>	<b>1 120</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	45	45	63	63
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	21	21	18	18
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	5	1	1
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	151	151	135	135



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	600	600	444	444
Contribution de sécurité immobilière (1)	56	56	54	0
Autres conventions et actes civils	45	45	48	48
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	35	35	60	60
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	8	8	5	5
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	9	23	23
Timbre unique	41	41	27	27
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	34	34	30	30
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	4	4	2	2
Taxe générale sur les activités polluantes	3	3	1	1
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	2	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	4	4	4
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	8	8	8
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	14	14	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	124	124	144	144
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	50	50	34	34
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	34	35	35
Prélèvements sur les paris sportifs	12	12	3	3
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	5	6	6
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	8	8
Taxe sur les transactions financières	47	47	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	3	3	3
Autres taxes	8	8	14	14
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>25 911</b>	<b>25 911</b>	<b>25 201</b>	<b>25 148</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>21 600</b>	<b>21 600</b>	<b>21 806</b>	<b>21 753</b>

(1) ligne créée en 2013



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	8	8	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>1 480</b>	<b>1 480</b>
Revenus du domaine public non militaire	7	7	4	4
Autres revenus du domaine public	22	22	5	5
Revenus du domaine privé	4	4	3	3
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	0	1 466	1 466
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	1	1
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	1	1	1
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	26	26	48	48
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	1	1	1
Autres recettes diverses	1	1	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	0	0
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	1	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	0	0	0





	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	22	22	4	4
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>139</b>	<b>139</b>	<b>30</b>	<b>72</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	18	18	6	6
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	6	6	1	1
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	0	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	40	40	0	43
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	0	0	1	0
Recouvrements après admission en non-valeur	16	16	8	8
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	0	3	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	3	0	0
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	35	35	0	0
Produits divers	1	1	0	0
Autres produits divers	18	18	10	10
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>236</b>	<b>236</b>	<b>1 569</b>	<b>1 611</b>



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 511</b>	<b>-3 511</b>	<b>-4 441</b>	<b>-4 441</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 166	-3 166	-3 200	-3 200
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-1	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-48	-48	-950	-950
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-1	0	0
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	0	0
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-271	-271	-290	-290
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-6	-6	-1	-1
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-17	-17	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne</b>	<b>-2 816</b>	<b>-2 816</b>	<b>-1 470</b>	<b>-1 470</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-6 327</b>	<b>-6 327</b>	<b>-5 911</b>	<b>-5 911</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	62	62	3	3
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	15	15	1	1
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

(1) Ligne créée en 2013 (2) Ligne supprimée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 412</b>	<b>6 599</b>	<b>4 412</b>	<b>4 224</b>	<b>6 599</b>	<b>6 305</b>	<b>2 187</b>	<b>2 081</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	33	0	0	33	0	33	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0	140	0	0	140	32	140	32
Développement agricole et rural	0	3	0	0	3	3	3	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	28	0	0	28	13	28	13
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1	2	1	0	2	0	1	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	0	36	0	0	36	0	36	0
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	18	0	18	0	0	1 173	-18	1 173
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	3	0	0	3	1	3	1
Pensions	4 393	6 354	4 393	4 224	6 354	5 083	1 961	859
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>7 543</b>	<b>2 723</b>	<b>7 543</b>	<b>7 287</b>	<b>2 723</b>	<b>2 126</b>	<b>-4 820</b>	<b>-5 161</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	8	0	0	8	0	8	0
Avances à l'audiovisuel public	287	179	287	274	179	112	-109	-162
Avances aux collectivités territoriales	7 241	2 535	7 241	7 005	2 535	2 014	-4 706	-4 991
Avances aux organismes de sécurité sociale	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	14	1	14	8	1	0	-13	-8
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes de commerce</b>	<b>2 178</b>	<b>2 223</b>	<b>2 178</b>	<b>2 741</b>	<b>2 223</b>	<b>2 773</b>	<b>45</b>	<b>32</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	60	142	60	27	142	0	81	-27
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	9	8	9	7	8	5	-1	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	18	56	18	27	56	0	38	-27
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 968	2 014	1 968	2 680	2 014	2 768	47	88
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	119	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	2	0	0	0	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	3	3	0	3	0	0	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>-4</b>	<b>-3</b>
Emission des monnaies métalliques	4	0	4	4	0	1	-4	-3
Opérations avec le Fonds Monétaire International	11	11	11	16	11	16	0	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 147</b>	<b>11 556</b>	<b>14 147</b>	<b>14 272</b>	<b>11 556</b>	<b>11 221</b>	<b>-2 591</b>	<b>-3 051</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 137</b>	<b>11 546</b>	<b>14 137</b>	<b>14 256</b>	<b>11 546</b>	<b>11 205</b>	<b>-2 591</b>	<b>-3 051</b>

(1) Changement de libellé en 2013



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2013
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>		Organismes d'assurance et de réassurance	353	-7	346
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	11
		La Poste	2	-1	1
		Autres organismes à caractère financier	201	30	231
		<b>CEPL</b>	Régions	1 425	-739
		Départements	5 029	-2 535	2 494
		Communes	20 110	-2 014	18 096
		Hôpitaux	4 252	177	4 430
		HLM	412	-61	352
		Autres CEPL	19 793	-1 394	18 399
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-83	10 778
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-87	2 274
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	1 905	3 911
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	-229	426
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		15 141	-310	14 831
	<b>Communautés européennes</b>		148	924	1 072
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	87	-8	80
		GIP	406	47	454
		EPLÉ	1 911	138	2 050
		Autres correspondants	11 271	-640	10 632
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		99	-98	0	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	1 103	-230	872	
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	1 908	-191	1 717	
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	4	-5	0	
		<b>Total Passif (A)</b>	<b>99 548</b>	<b>-5 408</b>	<b>94 140</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		1	0	1	
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		0	0	0	
		<b>Total Actif (B)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>99 547</b>	<b>-5 408</b>	<b>94 140</b>	



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2013
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 386 154</b>	<b>-3 358</b>	<b>1 382 797</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	15 237	964 976
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	13 323	800 307
- <i>taux variable</i>	142 413	1 827	144 240
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-17 660	252 155
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-17 660	241 853
- <i>taux variable</i>	9 906	0	9 906
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	-935	165 665
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>235</b>	<b>0</b>	<b>235</b>
Dettes exigibles	235	0	235
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	0	235
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 686</b>	<b>-6</b>	<b>5 680</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 392 075</b>	<b>-3 364</b>	<b>1 388 711</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.